Daniel Amédro Août 2026

Impérialisme-colonialisme-fascisme

La dimension coloniale du fascisme est souvent négligée pour ne mettre l'accent que sur ses seules contradictions internes nationales. Ce travers de la littérature sur le fascisme doit être corrigé.

Deux constats s'imposent, en effet, relatifs au lien entre impérialisme et colonialisme :

- Les principaux fascismes réels du XXè siècle se sont développés dans des pays impérialistes possédant (Portugal) ou ayant possédé (Allemagne, Espagne) ou souhaitant posséder (Italie) un empire colonial.
- La croissance des néofascismes contemporains se déploie dans une période où les rapports de force mondiaux sont bousculés (remise en cause de l'hégémonie états-unienne ; secondarisation de certaines puissances comme la France).

Par ailleurs, le lien entre colonialisme et fascisme est central. À beaucoup d'égards, même, le colonialisme est une forme de fascisme. Ce dernier, d'ailleurs, porte généralement des objectifs coloniaux à travers les thèmes de la décadence, du déclin, du sursaut ou de la restauration de la grandeur passée.

Je vais d'abord traiter le lien entre impérialisme et fascisme en montrant que ce lien se fait via le colonialisme. Chemin faisant, je parlerai du lien entre le capitalisme en général, dès ses débuts, et le colonialisme. Je passerai ensuite au lien entre colonialisme et fascisme.

Partie 1/2

I. IMPÉRIALISME ET FASCISME

Le lien entre impérialisme et fascisme a été mis en exergue par Lénine dans **L'impérialisme, stade suprême du capitalisme**, mais également par la *IIIè Internationale* (voir Nicos Poulantzas, **Fascisme et dictature**). Ce lien s'opère via le colonialisme. Quand le capitalisme est dominé par les monopoles, les grands groupes industriels et financiers, qui projettent leur ***« développement »*** à l'échelle mondiale, se livrent une lutte acharnée pour le partage économique du monde (accès aux marchés, à la force de travail, aux matières premières). Cette lutte est caractérisée par la taille et l'importance des adversaires (grands groupes ; États) et par la multiplicité des enjeux (économiques et politiques). La ''gesticulation'' diplomatique et/ou militaire est de mise, avec des tactiques complexes engageant plusieurs pays, et des résultats qui ne sont jamais assurés. Dans ces conditions, l'État national est moins porté à s'accommoder des contraintes institutionnelles, et cela explique qu'au stade de l'impérialisme les formes démocratiques commencent à être perçues négativement et que ce soit la réaction qui domine sur le plan politique. Chaque État se mobilise pour défendre les intérêts de ***« ses »*** monopoles et soutient pour ce faire des politiques de colonisation.

Course aux colonies et partage du monde

Dès le XVIIè siècle, ces colonies sont gérées selon le système commercial dénommé ***« régime de l'exclusif »*** ou ***« pacte colonial »***, à savoir que les colonies sont contraintes de n'importer que des produits venant du pays colonisateur et ne peuvent exporter que vers lui. Les colonies sont au service des besoins de la métropole et de ses entreprises. Elles ne doivent pas concurrencer les produits métropolitains.

Dès les premiers pas de la colonisation, bien avant les monopoles, l'État est, en Europe, un outil au service de la classe montante et bientôt dominante : la bourgeoisie.

Sur la colonisation, on trouve chez Marx et Engels des pages très suggestives. Elles sont aisément disponibles grâce à l'anthologie de leurs textes publiée (et excellemment introduite) par Rémy Herrera en 2018 aux *éditions critiques* sous le titre **Le colonialisme**. Marx dit dans **Le Capital** que c'est d'abord ***« l'emploi de la force brutale »***, la violence de la conquête armée de territoires extérieurs et de la soumission des populations qui y vivent. Ils relèvent que le paroxysme de la violence est atteint, selon eux, dans les colonies sous domination anglaise. Marx dit à Engels dans une lettre de 1853 : ***« L'administration anglaise aux Indes a été et est encore vraiment ignoble »***. Dans un article de 1857 à propos de la première guerre de l'opium contre la Chine, il dit que ***« la soldatesque anglaise commit alors des abominations, rien que pour le plaisir »***. Marx et Engels stigmatisent aussi les horreurs commises par les Hollandais en Indonésie et les Français en Algérie. Dans un article de 1857, Engels écrit : ***« Depuis la première occupation de l'Algérie par les Français et jusqu'à présent, ce pays malheureux a été l'arène d'incessantes effusions de sang, de rapines et de violences. Chaque ville, grande et petite, a été conquise successivement au prix d'immenses sacrifices. Les tribus arabes et kabyles qui apprécient l'indépendance par-dessus tout et pour qui la haine de la domination étrangère est un principe plus cher que la vie elle-même ont été écrasées par de terribles razzias au cours desquelles leurs habitations et leurs biens ont été brûlés et démolis, les récoltes détruites sur pied et les malheureux survivants massacrés ou livrés à toutes les horreurs de la débauche et de la brutalité. Les Français persistaient à employer ces méthodes de guerre barbares au mépris de toutes les normes de l'humanité [et] de la civilisation »***.

Au-delà de la dénonciation des horreurs, Marx et Engels font le constat d'un fait historique majeur et incontournable, à savoir, dit Rémy Herrera, que ***« la violence dont il est question est intrinsèque au processus de genèse du capitalisme industriel. Car la colonisation est une méthode***, ajoute Herrera, ***par laquelle s'effectue l'accumulation primitive du capital »***. Dans un article de 1894, Engels parlera de la colonisation comme d'***« une véritable succursale de la Bourse, pour les intérêts de laquelle les puissances européennes ont partagé l'Afrique »***. de son côté, Marx dit dans le livre I du **Capital** : ***« Il fallait***

pour piédestal à l'esclavage dissimulé des salariés en Europe, l'esclavage sans phrase dans le Nouveau Monde ». Toujours dans **Le Capital**, je vous propose encore ce passage : ***« L'histoire moderne du capital date de la création du commerce et du marché des deux mondes du XVIè siècle […]. Le régime colonial assurait des débouchés aux manufactures naissantes, dont la facilité d'accumulation redoubla, grâce au monopole du marché colonial. Les trésors directement extorqués hors de l'Europe par le travail forcé des indigènes réduits en esclavage, par la concussion, le pillage et le meurtre, refluaient à la mère-patrie pour fonctionner comme capital »***.

Je reviens à l'impérialisme. Avec les monopoles, la fonction accompagnatrice de l'État devient encore plus importante. Lénine explique : ***« L'époque du capitalisme moderne nous montre qu'il s'établit entre les groupements capitalistes certains rapports basés sur le partage économique du monde et que, parallèlement et conséquemment, il s'établit entre les groupements politiques, entre les États, des rapports basés sur le partage territorial du monde, sur la lutte pour les colonies, la ''lutte pour les territoires économiques'' »***. Il poursuit : ***« Pour la première fois, le monde se trouve entièrement partagé, si bien qu'à l'avenir, il pourra uniquement être question de nouveaux partages – c'est-à-dire du passage d'un possesseur à un autre – et non de la ''prise de possession'' de territoires sans maîtres »***.

Vient un moment où l'ensemble du monde est partagé, et c'est dans ce contexte nouveau qu'apparaît le fascisme, comme un moyen politique pour la conquête d'un empire colonial dans un monde déjà entièrement occupé.

L'objectif central de la guerre va désormais être de repartager les colonies. L'historienne Chantale Metzger explique en 2006 : ***« Le facteur colonial est un élément important des buts de guerre allemands. En août 1914, le docteur Solf, secrétaire d'État aux colonies, espère encore parvenir à un arrangement de politique internationale avec la Grande-Bretagne aux détriments des colonies***

portugaises, belges et françaises. L'Allemagne veut obtenir du Portugal l'Angola et le Nord du Mozambique, de la Belgique, le Congo avec le riche territoire minier du Katanga et, de la France, l'Afrique équatoriale jusqu'à hauteur du lac Tchad ».

Ce qui vaut pour l'Allemagne vaut aussi pour la France. On y élabore des plans de repartage des colonies (voir Bouamama, page 179).

Les pays qui vont connaître des fascismes réels au XXè siècle sont soit des pays qui perdent leur empire colonial après la 1ère Guerre mondiale (Allemagne), soit des pays qui, après le conflit, s'estiment lésés par la France et la Grande-Bretagne (Espagne, Italie, Portugal).

La perte des colonies allemandes fut l'un des facteurs essentiels qui mena à la montée rapide du nazisme. Quand survient la crise de 1929, l'Allemagne se retrouve dans une situation particulière : perte de ses colonies, occupation de la Sarre et des réparations de guerre faramineuses à payer. Les monopoles allemands vont reporter les manques à gagner qui en résultent sur les classes populaires de sorte que ces dernières vont prêter une oreille sans cesse plus attentive à ''l'offre de fascisme'' faite par les partis fascistes. De leur côté, les classes dominantes vont exprimer une demande de pouvoir d'exception visant 1] à mater le front intérieur et 2] à imposer la restitution des colonies au nom de l'espace vital (*Lebensraum*).

Mais, né aux colonies, l'espace vital va finalement débarquer en Europe. Pour des raisons tactiques, les nazis privilégient la conquête d'un « espace vital » à l'est de l'Europe. Chantale Metzger explique : ***« [Hitler] ne veut pas échouer comme Guillaume II, en menant de front une expansion sur le continent européen et une expansion outre-mer. Son choix, exprimé dans*** **Mein Kampf*****, est clair : l'expansion territoriale se fera, du moins dans un premier temps, sur le continent européen »***. L'empire colonial africain attendra.

En Italie aussi la situation est ''surdéterminée'' par la question coloniale. C'est celle-ci qui explique le changement de position de l'Italie. Alors que le pays est membre de la *« Triple Alliance »* (Allemagne,

Autriche, Italie), il décide de rester neutre au début du conflit, avant que de basculer du côté de la *« Triple Entente »* (Grande-Bretagne, France et Russie) en avril 1915. Derrière ce revirement : des négociations sur les gains coloniaux à l'issue de la guerre (voir Bouamama, pages 182-183).

Mais, les promesses faites ne seront pas tenues. Mussolini évoque cela en ces termes dans un discours du 2 octobre 1935 intitulé **Ô Éthiopie ! Nous patientons depuis quarante ans, maintenant ça suffit !** : ***« Quand, en 1915, l'Italie décida d'unir son sort à celui des alliés, que de cris d'admiration et que de promesses. Mais après la victoire commune, à laquelle l'Italie avait apporté sa contribution suprême de 600.000 morts, 400.000 mutilés, un million de blessés, quand l'on s'assit autour de la table d'une paix odieuse, il resta, pour nous, que les miettes du festin colonial des autres. Pendant quinze années, nous avons patienté, tandis qu'autour de nous se serrait, toujours plus rigide, le cercle qui veut étouffer notre impétueuse vitalité »***.

Pour Mussolini, ***« se doter de colonies est indispensable ».*** Il estime que le caractère encore largement agricole de l'économie italienne, sa faible industrialisation et son instabilité financière sont liés à l'étroitesse de son empire colonial (Mussolini parle de ***« nation prolétaire »,*** qu'il oppose aux ***« nations repues »***). Or, l'industrialisation et la monopolisation de l'économie, qui sont le cœur du projet économique fasciste, supposent la possession d'un empire colonial. Ils exigent aussi de mater le front intérieur, ce qui veut dire que la ***« démocratie »*** est un luxe contradictoire avec les objectifs coloniaux.

Il ne faut donc surtout pas sous-estimer les liens entre fascisme et impérialisme/colonialisme. Et c'est notamment parce qu'une politique extérieure impérialiste offensive ne peut se concevoir sans le contrôle du front intérieur que le fascisme apparaît comme une nécessité pour la classe dominante italienne dans l'entre-deux-guerres.

Le Portugal aussi a une structure économique essentiellement agricole et un grand retard industriel qui le gênent pour la mise en valeur de ses colonies, raison pour laquelle on y trouve de nombreux investissements étrangers (surtout britanniques), et raison aussi pour

laquelle son ‘’sous-impérialisme’’ est particulièrement convoité. Quand éclate la 1ère Guerre mondiale, le Portugal se trouve devant un risque important de perdre ses colonies, qui sont un objet de marchandage entre grandes puissances. Le pays sort de sa neutralité et entre en guerre contre l’Allemagne en 1916 pour protéger ses colonies contre les prétentions territoriales allemandes (et accessoirement britanniques…).

Au sortir de la 1ère Guerre, le Portugal a réussi à préserver son empire colonial ; il lui faut maintenant parvenir à le préserver dans la durée ; il a besoin pour cela de mater le front intérieur, donc de mater les grèves ouvrières et de restaurer la stabilité politique. C’est dans ce contexte que Salazar arrive au pouvoir. Ce dernier aura, pendant le 2è Guerre mondiale, le même souci de préserver les colonies portugaises, et cela le conduira à la déclaration de neutralité annoncée le 22 mai 1939 et proclamée le 1er septembre de la même année. En dépit de cette neutralité, toutefois, le Portugal continua de vendre à l’Allemagne des matières premières stratégiques pour la production d’obus perforants, de grenades, ou encore de pièces pour les chars et les avions. Cela s’appelle jouer sur les deux tableaux…

Au total, explique l’économiste Carlos Pereira en 2018, ***« la Seconde Guerre mondiale est globalement une période de prospérité pour l’économie portugaise […] De 1939 à 1945, les diverses activités industrielles, les échanges internationaux, le développement du secteur bancaire, l’exploitation et le commerce des colonies permettent de relancer l’économie du pays. À la fin du conflit, la Banque du Portugal a accumulé une réserve exceptionnelle d’or et de devises »***.

Espagne : remplacer l’Amérique latine par l’Afrique. La question coloniale fait partie des raisons qui ont conduit au coup d’État de Franco et au soutien de la quasi-totalité de la classe dominante. L’Espagne a eu un si vaste empire qu’on a pu dire que ***« le soleil ne se couchait jamais sur ses terres »***, mais elle l’a perdu lors des guerres d’indépendance hispano-américaines entre 1810 et 1825. Elle perd Cuba, sa dernière colonie américaine, en 1898, et se tourne alors vers l’Afrique. En 1909, le secrétaire du Centre commercial hispano-marocain, Adolfo Alegret,

déclare : ***« L'avenir de l'Espagne est au Maroc, puisque nous avons perdu l'Amérique »***. En 1924, est créé le mensuel *Revista de Tropas Coloniales*, comptant dans son comité de rédaction un certain Francisco Franco. L'historienne Natividad Planas souligne que la revue fut ***« l'un des lieux où se structura le soulèvement ''national'' qui fut à l'origine de la guerre civile espagnole (1936-1939) »***.

L'Espagne est un pays où le thème du retour à la grandeur passée est très présent dans le débat public. La puissante Église espagnole et l'armée vont dans ce sens, perpétuant ainsi une alliance pluriséculaire. On peut parler d'alliance de la Bible et de l'épée.

Franco soutient qu'il faut reconstituer un nouvel empire espagnol au nom de la *« défense de la Hispanidad »*. L'idéologue fasciste et député Ramiro de Maetzu explique en 1934 : ***« Il n'existe aucune œuvre dans l'histoire universelle comparable à celle accomplie par l'Espagne, car nous avons intégré à la civilisation chrétienne toutes les races qui furent sous notre influence. Il est vrai qu'au cours de ces deux siècles d'aliénation, nous avons oublié la signification de notre histoire et la valeur de ce que nous y avons accompli […]. Au XVIIIè siècle, cependant, nous étions pleinement conscients de la transcendance de notre œuvre ; il n'y avait alors aucun Espagnol instruit qui ignorât que l'Espagne était la nouvelle Rome et l'Israël chrétien »***.

Ces belles phrases vont se heurter, toutefois, aux réalités géopolitiques, et surtout à Hitler. Ce dernier va doucher, en particulier, les espoirs d'obtenir le Maroc et une partie de l'Algérie. L'hispaniste Bernard Bessière explique dans un article de 2011 : ***« Le Führer refusa cette exigence démesurée et fort périlleuse, car l'armistice qu'il venait de signer avec le maréchal Pétain lui interdisait de mécontenter le régime collaborationniste de Vichy. De plus, l'intrusion de troupes espagnoles dans cette partie du Maghreb aurait conduit les Alliés à ouvrir un nouveau front contre l'Axe. Aux yeux d'Hitler, ces inconvénients étaient infiniment supérieurs à l'appui militaire supposé qu'une Espagne exsangue eût été bien en peine de lui apporter »***.

La politique colonialiste, quoique constituant l'un des axes majeurs de la politique franquiste, devait être sérieusement revue à la baisse.